



La Commune



Feu vert pour Poutine

Publié le décembre 2003



Tchéchénie

Le peuple tchéchène est le plus grand martyr de ce début de siècle, avec le peuple palestinien. Les troupes russes de la pire espèce multiplient en Tchétchénie les exactions depuis octobre 1999, date à laquelle a commencé la 2e guerre russo-tchéchène. La première a eu lieu en 1994-96 et le gouvernement Eltsine avait à l'époque dû retirer ses troupes et reconnaître, au moins formellement, l'indépendance de ce peuple nord-caucasien et musulman victime du colonialisme au milieu du XIXe siècle, au temps des expéditions diligentées par les Tsars Alexandre I et II jusqu'aux confins de l'Iran et de l'Afghanistan. Le seul répit que connurent les Tchétchènes fut l'époque glorieuse de la Révolution d'octobre 1917, malgré 4 ans de guerre civile.

Lénine a justement expliqué que quand la vie n'était plus possible en commun pour une nation intégrée dans un ensemble plus vaste, mieux valait se séparer. C'est ce que les Tchétchènes firent après l'implosion de l'URSS en 1991, proclamant une indépendance qui ne fut jamais reconnue de bonne grâce, ni à Moscou, ni dans les grandes capitales occidentales ; le "père de l'indépendance", le général Doudaev, est assassiné par le FSB, héritier du KGB, et la guerre déclenchée par le Kremlin ne parvient pas à écraser le peuple insoumis.

La répression

Le FSB va alors tirer prétexte d'une vague d'attentats en 1999, tant au Daghestan qu'à Volgograd, au Sud de la Russie et à Moscou même (où des immeubles d'habitation explosent en pleine nuit, faisant des centaines de morts) pour envahir le 1er octobre 1999 la Tchétchénie et y semer la mort et la désolation depuis maintenant 4 ans, sans que l'on puisse voir le bout du tunnel. De très nombreux Russes, des sondages crédibles l'attestent, pensent que le FSB, la police politique, est à l'origine des attentats qui ont alimenté un racisme et une xénophobie anti-caucasienne en général et anti-tchéchène en particulier. Rappelons qu'aujourd'hui des groupes d'extrême droite prospèrent en Russie, qu'on évalue le nombre de Tadjiks tués par des bandes à 200 par an (à l'exclusion des règlements de comptes mafieux), que des dizaines d'Africains (dont un fils de diplomate) ont perdu la vie dans les rues ou le métro de Moscou, sous les coups portés par une racaille brune qui n'hésite pas à associer un nationalisme grand russe et une admiration pour Hitler, pourtant agresseur de l'URSS en 1941. Ces bandes font une partie du sale travail. D'autres individus de la pire espèce, les "Kontratniki", sont des prisonniers de droit commun, violeurs ou assassins, libérés sous réserve de s'engager dans des unités spéciales envoyées en Tchétchénie assouvir leurs bons instincts. On pense qu'un Tchétchène sur 8 au moins a péri de mort violente depuis 10 ans, enlevé par des unités spéciales, torturé, massacré ou, pour les femmes surtout, violée avant d'être tuée. Les témoignages abondent et peuvent être consultés dans les publications ou sur les sites des organisations attachées aux Droits de l'Homme.

Les soutiens de Poutine

Face à cette situation, Bush déclare que Poutine est un ami. Entre assassins, cet échange d'amabilités se conçoit.

Poutine "rassure" Bush en déclarant que leur ennemi commun est le terrorisme international et que les indépendantistes tchéchènes sont liés à Al Qaïda, sans évidemment apporter la moindre preuve de quoi que ce soit.

Lors des réunions de différentes instances européennes, y compris le Conseil de l'Europe, dont les statuts (de 1949) prévoient qu'il doit "promouvoir la défense des Droits de l'Homme", et dont la Russie est membre depuis 1996, tous les représentants des 43 Etats présents ont pieusement observé un silence total sur le calvaire infligé aux Tchétchènes.

Chirac fait connaître à Poutine sa "compréhension", pour ne citer qu'un cas ... Le parlement européen a fait quelques timides observations et les partis officiels de la classe ouvrière ont depuis longtemps tiré le rideau

sur le problème, nonobstant quelques condamnations de pure forme.

Derrière les élections

Dans ces conditions, Poutine a organisé des élections sur mesure, en installant au pouvoir le renégat tchétchène Kadyrov, élu chef d'Etat-croupion avec une participation électorale façonnée par les héritiers de la Guépéou. Dans cette situation politique, les factions représentant l'appareil stalinien recyclé (comme Poutine et sa clientèle) et celles exprimant les ambitions des "oligarques", vautours se nourrissant des décombres de la propriété sociale des moyens de production, s'entre-déchirent sur la scène moscovite, avec avantage à Poutine à la veille des législatives russes de décembre, au grand dam des "marchés" et des gouvernements occidentaux qui voient les décalcomanies du libéralisme économique se débattre derrière les barreaux sans qu'ils puissent intervenir. Nul ne peut prédire de quoi demain sera fait en Russie ; le sort du peuple tchétchène, qui continue sa résistance dans les montagnes à un contre dix et qui a infligé une série de claques aux troupes russes, est loin d'être scellé.